

SYRIE

Le régime d'Al Assad de plus en plus isolé

Le président syrien Bachar al-Assad est de plus en plus isolé, lâché par trois pays du Golfe dont l'Arabie saoudite et condamné par la plus haute institution de l'islam sunnite Al-Azhar, mais rien ne semble pouvoir arrêter la machine de guerre du régime qui a fait quatre morts hier.

Dans sa première réaction publique depuis le début de la contestation populaire en Syrie il y a près de cinq mois, le roi saoudien Abdallah a annoncé dimanche soir le rappel de son ambassadeur pour «consultations», en appelant le régime syrien à «arrêter la machine de mort» «avant qu'il ne soit trop tard». Il a été suivi par le Koweït et Bahreïn qui ont décidé d'une mesure similaire, les trois monarchies arabes du Golfe se joignant ainsi au concert de protestations internationales contre la répression de la révolte en Syrie qui a coûté la vie à plus de 2 000 personnes, en majorité des civils, depuis le 15 mars, selon des ONG syriennes. «Personne ne peut accepter l'effusion de sang en Syrie (...). L'option militaire doit cesser», a déclaré le chef de la diplomatie koweïtienne, Mohammed al-Sabah, en faisant état d'une prochaine réunion des six monarchies arabes du Golfe sur la Syrie. La prestigieuse institution sunnite Al-Azhar au Caire est également sortie du silence. Dans un communiqué, l'imam d'Al-Azhar Ahmed al-Tayyeb a dénoncé une situation «inacceptable» qui «a dépassé les limites» précisant avoir «longtemps patienté» pour s'exprimer «en raison de (la) sensibilité» de la situation.

Ces annonces sont survenues après une nouvelle journée sanglante où l'armée, chargée de mater les manifestations, a tué 54 civils dimanche, en grande majorité dans la ville de Deir Ezzor (nord-est), selon des militants des droits de l'Homme. Hier, quatre civils y ont aussi péri. Dans une nouvelle tentative de convaincre le pouvoir de cesser de réprimer la contestation, le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu est attendu aujourd'hui à Damas pour adresser un message fort aux autorités, Ankara se disant «à bout de patience». La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a demandé à M. Davutoglu de leur dire de «renvoyer les soldats dans leurs casernes». Mais la tâche du ministre turc semble ardue, le régime refusant de reconnaître l'ampleur de la contestation et continuant d'accuser des «hors-la-loi» de semer le

chaos pour justifier le recours à la force. Le président Assad a, parallèlement à la répression, annoncé des réformes — élections libres, multipartisme, levée de l'état d'urgence — mais sa crédibilité est fortement entamée autant à l'international qu'en interne et la violence de la répression a radicalisé les manifestants qui veulent désormais son départ. L'opposition exige une réforme en profondeur de la Constitution qui dans sa forme actuelle garantit au seul parti Baas, au pouvoir depuis 1963, le statut de «dirigeant de l'Etat et de la société». Après les sanctions imposées par l'Occident au régime Assad et les appels de la Russie, du Conseil de sécurité de l'ONU et des monarchies du Golfe à cesser la répression, la Ligue arabe l'a exhorté à mettre «immédiatement» fin aux violences. Le roi saoudien a, lui, été plus loin. Outre le rappel de son ambassadeur, il a estimé dans un communiqué que la répression des protestataires syriens «contrevient



à la religion, aux valeurs humaines et à la morale». L'Union européenne (UE) envisage de son côté de nouvelles sanctions, après l'interdiction de visa et le gel d'avoirs visant une quarantaine d'individus et de sociétés proches du régime, a-t-on appris hier de sources diplomatiques. Mais M. Assad, qui a succédé à son père Hafez el-

Assad, mort en 2000, est resté sourd aux protestations. Son régime a rejeté les ingérences étrangères et accusé les médias internationaux, interdits de circuler librement en Syrie, de diffuser des «mensonges». Malgré la répression, le mouvement de contestation ne s'essoufle pas. Pour le mois de jeûne musulman du Ramadan,

commencé le 1^{er} août, les militants organisent des défilés quotidiennement après la prière du soir. Dans la nuit de dimanche à hier lundi, des manifestations appelant à la chute du régime ont eu lieu à Homs (centre) et Alep (nord), deuxième ville du pays, selon des ONG.

Selon Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les forces de sécurité ont poursuivi leurs interventions hier à Deir Ezzor, menant des perquisitions après un pilonnage à l'aube. Une femme et ses deux enfants qui tentaient de fuir leur quartier ont été tués par une patrouille de la sécurité, alors qu'une femme âgée a péri dans un autre secteur de la ville. A Idlib (nord-ouest), des chars et des transports de troupes blindés ont pénétré dans la localité de Maaret al-Noumane et les forces ont procédé à des arrestations, selon des témoins.

Mais comme d'habitude, les médias officiels ont justifié l'intervention de l'armée par la «présence de groupes terroristes» en omettant de mentionner le mouvement de contestation.

SOMALIE

Des habitants de Mogadiscio fuient les accrochages

Des habitants de Mogadiscio ont fui hier plusieurs secteurs de la capitale somalienne en raison d'accrochages dans la nuit entre forces gouvernementales et miliciens shebab, dont la majeure partie a quitté la ville pendant le week-end.

«Nous sommes très inquiets et de nombreux habitants ont déjà fui les échanges de tirs», a expliqué à l'AFP un habitant du quartier nord de Suqaholaha, Abdulahi Duale. «Nous pouvions entendre les tirs près de notre quartier», a-t-il ajouté. Les insurgés islamistes radicaux shebab, qui contrôlaient la moitié de la capitale, ont abandonné samedi à l'aube la grande majorité de leurs positions, à la surprise générale. Les troupes du gouvernement de transition somalien (TFG) et leurs alliés de la force de l'Union africaine (Amisom) progressent depuis dans les territoires libérés et y installent de nouvelles positions avancées. Un nombre indéterminé de shebab est toutefois resté à Mogadiscio et provoque depuis samedi des accrochages à l'arme automatique dans certains quartiers du nord et du sud de la capitale. «Nous avons entendu des combats violents dans la nuit de dimanche à lundi», a confirmé un autre habitant, Huda Ali.

«Nous avons prévu de partir car nous entendons les balles perdues se rapprocher de notre zone», a-t-elle ajouté. Dimanche soir, un porte-parole shebab se félicitait de ces attaques, affirmant qu'elles entraient dans la droite ligne du changement de tactique militaire évoqué par son mouvement pour expliquer le retrait massif de Mogadiscio. Les shebab ont semble-t-il décidé de privilégier une tactique de harcèlement permanent des troupes pro-gouvernementales à une bataille conventionnelle impliquant lignes de front et combats à l'artillerie lourde. «Nous avons infligé de lourdes pertes à l'ennemi (...) dans les zones où les envahisseurs chrétiens tentent de progresser», avait assuré le porte-parole shebab, Abdulaziz Abu Musab. Les forces pro-gouvernementales ont réfuté ces affirmations, évoquant des accrochages très sporadiques avec des éléments shebab isolés.

«Le changement de tactique dont ils parlent n'existe pas. Nous savons qu'ils (les shebab) étaient affaiblis par leurs dissensions internes et qu'ils ne pouvaient faire face à l'offensive que le gouvernement préparait contre eux. Ils ont donc décidé de partir avant qu'il ne soit trop tard», a déclaré hier à la presse Youssuf Mohamed Siad

«Indho Ade», le chef d'une milice pro-gouvernementale à Mogadiscio. Outre l'insurrection, le gouvernement somalien fait face à une situation humanitaire d'urgence dans la ville, où environ 100 000 habitants sont venus se réfugier ces derniers mois pour fuir la sécheresse qui affecte l'ensemble de la Corne de l'Afrique et notamment la Somalie. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a ainsi acheminé hier matin par avion plusieurs tonnes d'aide humanitaire d'urgence, une première pour l'agence onusienne depuis cinq ans.

L'aide du HCR arrive normalement par la route ou par la mer en Somalie mais «l'augmentation sans précédent» du nombre de civils fuyant la famine a contraint l'agence à recourir à un pont aérien pour accélérer la distribution de l'aide. Le chargement d'hier, qui sera suivi de deux autres d'ici la fin de la semaine prochaine, contient 2 500 kits comprenant chacun des bâches en plastique, des couvertures, des jerrycans pour l'eau et des ustensiles de cuisine.

Par ailleurs, la Turquie a envoyé hier deux avions cargo d'aide humanitaire à la Somalie, transportant 50 tonnes d'aide, dont 10 tonnes de médicaments et équipements médicaux.

GRANDE-BRETAGNE

Nouvelle nuit d'émeutes à Londres

Londres, sous le choc, a connu une deuxième nuit consécutive de violences et de pillages, marquée par une centaine d'arrestations, alors qu'une vaste enquête tentait toujours hier de déterminer les responsabilités dans ces troubles inédits depuis plus de 20 ans.

Au moins neuf membres des forces de l'ordre ont été blessés durant la nuit de dimanche à hier et 35 au total durant le week-end, selon la police qui s'est dite «choquée par cet incroyable niveau de violence à son encontre». Jusqu'au petit matin hier, des petits groupes de jeunes ont harcelé les forces de l'ordre, endommageant plusieurs de leurs véhicules, détruisant des devantures et pillant des magasins. «Des actes criminels inspirés», selon les services de sécurité, par ceux survenus la nuit précédente dans le quartier multiethnique et déshérité de

Tottenham (nord), secoué par de violentes émeutes. A Walthamstow, Enfield, Islington (nord), Brixton (sud) et même à Oxford Circus, en plein cœur du Londres touristique, les mêmes scènes se sont reproduites.

Instruite par les débordements de la veille et les vives critiques contre la lenteur de sa réaction, la police, déployée en force, a procédé à plus d'une centaine de nouvelles arrestations, après les 61 interpellations de dimanche.

«C'est parti visiblement de ce qui s'était passé à Tottenham... Mais ça ressemble fort à une excuse, ça n'a juste pas de sens», déplorait Williams Falade, 28 ans, responsable d'un club de gym à Brixton. Un sentiment partagé par certains élus et par le numéro deux du gouvernement Nick Clegg qui a condamné une «vague de violence gratuite», n'ayant «absolument rien à voir avec la mort de Mark Duggan», ce père de famille dont le décès a été le détonateur des

émeutes de Tottenham. Cette seconde nuit de troubles, à un an des Jeux olympiques de Londres, n'a toutefois pas été de la même intensité que la première. Samedi soir, à Tottenham, un quartier déjà théâtre d'émeutes en 1985, des habitations avaient été brûlées, des véhicules de police et un bus incendiés, 29 personnes blessées et des magasins pillés, faisant de cette nuit de violences l'une des pires dans la capitale britannique depuis plus de vingt ans.

Les troubles ont éclaté dans la foulée d'une manifestation pour réclamer «justice» après la mort jeudi de Mark Duggan, lors d'une opération des forces de l'ordre contre la criminalité au sein de la communauté noire dans ce secteur. La police et une commission de contrôle indépendante ont ouvert une enquête sur les circonstances de son décès, alors que certaines informations de presse laissaient entendre que les forces de l'ordre avaient ouvert le feu sans avoir été atta-

quées. Des expertises balistiques et une autopsie sont en cours. «Il n'y a pas d'excuses (...). Ceux qui sont responsables de la violence devront faire face aux conséquences de leurs actes», a toutefois prévenu la ministre de l'Intérieur Theresa May, qui a dû écourter ses vacances.

Si les photos de bâtiments en feu faisaient la une hier de tous les journaux britanniques, beaucoup se gardaient de toute interprétation trop rapide. «La nuit de samedi était-elle une débauche de violence aveugle ou le cri de colère d'une frange marginalisée de la société ?», s'interrogeait ainsi la BBC. A Tottenham, la question faisait aussi débat parmi les habitants.

«On ne peut pas se contenter de dire que ces événements sont dus simplement à ce décès ou à des criminels», soulignait Osagyefo Tongogara, un résident de longue date. «J'appelle ça une rébellion. Les gens sont frustrés et en colère.»